Nom

Prénom

Établissement

Madame, Monsieur la Directrice, le Directeur,

Établissement

Ville

Madame la Directrice, Monsieur le Directeur,

Le décret 2018-596 du 10 juillet 2018 relatif à l’établissement des listes nominatives des infirmiers et des pédicures-podologues salariés en vue de leur inscription au tableau de l’Ordre prévoit la communication de certaines coordonnées personnelles.

L’utilisation frauduleuse de données personnelles est un fléau qui engendre de graves problèmes. Ceux-ci peuvent concerner l’exercice professionnel, la vie personnelle et la sécurité d’autrui. Je vous demande de me fournir les justificatifs qui vous permettent de garantir l’absolue sécurité de vos modalités de transmission. A ce jour, le Ministère de la Santé n'apporte pas les garanties suffisantes à la sécurisation de mes données personnelles.

En l’absence de cette preuve, je vous demande de ne pas engager ce risque avéré et de ne pas exécuter cette transmission informatique des données à caractère personnel me concernant, au conseil de l’Ordre.

Je souhaite également que cette question soit préalablement traitée au sein des instances du personnel.

Veuillez recevoir, Madame la Directrice, Monsieur le Directeur, l'expression de mes engagements pour le service soignant auprès des patients.

Signature

Copie :

Syndicat CGT de l'établissement.